XXXVI[e] Année Rome, Juin 1985 - N° 6

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDEE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

# L'ANOMALIE DU SYSTEME POLITIQUE ITALIEN

de Roberto Cestelli

Bien que ne concernant que des obiectifs administratifs, les élections qui se sont déroulées en Italie le 12 mai 1985, pour le renouvellement des Conseils régionaux à statut normal, des Conseils provinciaux et des admistrations communales et qui ont appelé aux urnes plus de 40 millions d'électeurs, ont été extrêmement politisées par le P.C.I., au point qu'on a pu leur attribuer toutes les caractéristiques d'un test déterminant, ce qui est tout à fait injustifiable, pour la survie de la formule de gouvernement qui gère actuellement l'Italie.

M. Alessandro Natta, le nouveau secrétaire du P.C.I., personnage médiocre, aux idées rares et peu claires, s'était évidemment fait des illusions sur le vu des résultats obtenus aux élections européennes de 1984; et fort de cela, il a construit sa bataille électorale sur la possibilité que son parti confirme le *sorpasso* (dépassement; nouveau terme politique italien) aux dépens de la Démocratie Chrétienne, se qualifiant ainsi comme le parti de majorité relative et avoir le droit d'exiger la chute du gouvernement et obtenir la charge pour former une nouvelle coalition dominée par les communistes.

M. Natta déclenchait, en même temps, une attaque à tous les niveaux contre le P.S.I. et, en particulier, contre son principal représentant, M. Craxi, c'est-à-dire contre le parti et l'homme qui auraient dû, dans l'hypothèse de l'arrivée au pouvoir, être ses premiers alliés.

Les élections européennes de 1984 avaient été dominées, en Italie, par la vague d'émotion qu'avait provoquée la mort soudaine d'Enrico Berlinguer, décédé à Padoue au cours d'un meeting électoral. Transmise en direct par la télévision d'Etat, elle trouva, dans les mass media, une résonance exceptionnelle qui impressionna et toucha l'opinion publique.

Le parti communiste italien en profita pour organiser un spectacle funèbre grandiose, comme s'il s'agissait de la mort tragique d'un héros. Tous, à commencer par le président de la République, se laissèrent entraîner par cette vague dont le P.C.I. s'est admirablement servi.

Il s'ensuivit que ces élections se déroulèrent, en Italie, dans un climat de finale du «Championnat du Monde de Football».

Le pauvre Berlinguer, qui n'avait recueilli, dans sa vie, que des défaites, obtint, après sa mort, un grand succès, une victoire éphémère que toute personne raisonnable ne pouvait considérer que contingente et unique.

Les résultats des élections du 12 mai ont fait ressortir une nette défaite du P.C.I. que la presse, trop superficiellement, peut-être, a attribuée entièrement aux «autogoals» provoqués par la mauvaise ligne suivie par Natta pendant sa campagne électorale.

## LA FAILLITE DE LA POLITIQUE DE BERLINGUER

M. Alessandro Natta s'est trouvé, en réalité, à la tête du P.C.I. alors qu'Enrico Berlinguer, son prédécesseur, avait déjà conduit son parti dans une voie sans issue.

Homme introverti et certainement pas charismatique, mais doté d'un grand talent de funambule et d'une grande désinvolture, Berlinguer avait lancé, les unes après les autres, une infinité de formules pour porter son parti au pouvoir.

Après l'échec de la formule «*solidarité nationale*», résidu des Comités de Libération nationale auxquels les différents partis avaient été obligés de se joindre et avec lesquels ils durent collaborer dans le but commun de la lutte contre le fascisme et l'envahisseur allemand, le P.C.I. passa, au début des années soixante-dix, à la «*stratégie de la tension*», exploitant, pour cela, les ferments de 1968.

Au cours de la seconde moitié de cette même décennie, Berlinguer lança la formule du «*compromis historique*», recueillie par le démocrate chrétien Aldo Moro. Ce brusque virage politique ne pouvait pas ne pas provoquer une réaction au sein de la frange jeune et intellectuelle qui avait été attirée vers le communisme par l'auréole romantique qui nimbait la révolution prolétaire dont ce parti s'était présenté, jusqu'à présent, comme le porte-drapeau.

C'est à la formule du compromis historique que l'on doit le détachement du P.C.I. de toutes ces franges extrémistes qui ont constitué - sous les noms de «Brigades Rouges», «Pouvoir Ouvrier» et «Combattants pour le Communisme» - le parti armé ayant comme but la réalisation de cette révolution que le P.C.I. avait tant théorisé pour l'abandonner par la suite.

L'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro, le président de la Démocratie Chrétienne qui, en accepant le compromis historique amenait le P.C.I. à renier la révolution prolétarienne, acquièrent, à ce point, une logique évidente et terrible à la fois.

Personne n'a jamais eu le courage de reprocher au parti communiste, formidable dans son organisation au niveau des manifestations de rue et des syndicats, ne serait-ce que sa responsabilité idéologique pour les années de plomb que vécut l'Italie à cause du terrorisme rouge.

Après la disparition de Moro, la Démocratie Chrétienne abandonna la formule du compromis historique. C'est pendant cette même période, à la suite de la mort de Nenni et de la disparition de l'aile communisante au sein du P.S.I. que naquit l'étoile de Craxi, un socialiste libéral qui marquait, pratiquement, le commencement de la fin de l'unité des gauches.

Poussé par son aventurisme, Berlinguer se jeta, alors, sur la formule de «*l'eurocommunisme*», inventée par M. Santiago Carrillo, le malheureux secrétaire du Parti Communiste Espagnol, qui, après avoir subi les foudres de Moscou, a vu son parti se réduire en miettes, au point d'en être expulsé par son successeur.

Après l'échec de l'eurocommunisme - grâce, en partie, à M. Marchais qui, après l'avoir accepté au nom du P.C.F., est ensuite revenu brusquement sur sa ligne staliniste - M. Berlinguer inventa «*la troisième voie au socialisme*»; un très beau titre pour une formule qui demeura, cependant, un objet mystérieux; se souvenant, en effet, des échecs précédents, Berlinguer se limita, cette fois-ci, à annoncer cette formule en se gardant bien de l'exprimer et, en bon presdigitateur, il laissa le lapin dans le chapeau, heureux d'avoir suscité tant de curiosité, mais incapable de la satisfaire.

Comme on le voit, feu M. Berlinguer n'avait obtenu que des insuccès et poussé son parti vers une impasse. Lors des élections, en 1981, 1982 et 1983, il avait subi une diminution constante des voix, malgré le battage intensif sur la question morale constamment

conduit par le P.C.I. Cette question existe incontestablement en Italie à tous les échelons politiques et n'épargne même pas, comme l'ont démontré les derniers événements judiciaires, les administrations locales où les communistes sont au pouvoir, pour ne pas parler de ce qui se passe dans les pays où le «socialisme réel» a désormais été réalisé.

## LE POT-DE-VIN SOVIETIQUE

Il est certain que pour un parti qui affiche des idées moralistes et indiquent l'U.R.S.S., patrie du socialisme réel, comme l'exemple à suivre, il a dû être très embarrassant de lire le livre du sociologue soviétique Ilya Zenitchov, intitulé «La corruption en Union Soviétique», publié il y a quelques années et qui fit beaucoup parler de lui (mis à part les communistes qui l'ignorèrent totalement).

C'était l'histoire de la découverte amère et tourmentée par un intellectuel communiste de l'énorme différence existant entre le mirage idéologique qui avait marqué son éducation et la triste réalité de la société soviétique au sein de laquelle il vit.

Personne ne contesta, ni à cette époque-là ni par la suite, la véracité de ses révélations; mais s'il devait exister encore des doutes à ce propos, ils seraient définitivement éliminés par un autre livres «URSS: The corrupt Society» de Konstantin M. Stimis, immigré lui aussi, qui a travaillé pendant plus de vingt ans au ministère de la Justice, à Moscou, en qualité de magistrat.

Examinant les différents maillons de la chaîne qui lie, en U.R.S.S., les corrupteurs et les corrompus, il met surtout l'accent sur la corruption de la classe politique et en fournit les tarifs courants.

Il en ressort un tableau de complicité tacite qui intéresse toutes les classes sociales et dont les protagonistes sont des personnalités non seulement de la magistrature, mais aussi du monde académique et, plus généralement, de l'appareil de l'Etat et du Parti.

En U.R.S.S., tout a un prix; du permis de conduire à l'admission à l'Université, d'une nomination à ministre dans les républiques aux permis de résidence, jusqu'à même une place au cimetière.

Celui qui désire en savoir plus, n'a qu'à lire le chapitre spécifique concernant le sujet qui l'intéresse.

## L'EQUIVOQUE ITALIENNE

Pour revenir aux prétentions pré-électorales de M. Natta et en faire ressortir toute leur absurdité, il suffit de rappeler que lors d'une vaste consultation électorale administrative, qui se déroula, il y a quelques mois, en France, la majorité socialo-communiste qui gouvernait le pays à cette époque subit un échec qui humilia, entre autres, le P.C.F. de M. Marchais et redimensionna le P.S.F.

Le P.C.F. a retiré sa participation au gouvernement, mais M. Mitterrand poursuivra, à juste titre, sa politique durant tout son septennat.

Bien que les rêves de gloire de M. Natta se soient évanouis après le résultat des élections, il reste toujours le fait que le P.C.I. peut encore compter sur le consensus de trente pour cent environ des électeurs: une anomalie politique absurde qui ne trouve aucune justification dans la situation politique générale italienne comparée à celle des autres nations de l'Occident européen où le communisme ne recueille que guère plus d'un dixième des suffrages en France, moins encore en Grèce, quatre pour cent à peine en Espagne, alors qu'il est pratiquement inexistant au Royaume-Uni et même pas admis en Allemagne fédérale.

Il y a de quoi se demander ce que nous avons fait de mal, en Italie, pour mériter l'anomalie d'un parti communiste aussi fort et qui maintient notre système démocratique dans une situation équivoque, avec une fraction politique éternellement au pouvoir par suite de l'impossibilité de procéder à des substitutions, comme il serait logique de le faire au sein d'une véritable démocratie.

## RADIOGRAPHIE DU PHENOMENE DU COMMUNISME EN ITALIE

Il est incontestable qu'une part importante de la grave situation économique italienne doit être attribuée à l'agressivité constante et implacable que le P.C.I. manifeste tant directement qu'à travers sa puissance syndicale. Pour arriver au pouvoir coûte que coûte, conscient de l'impossibilité d'y parve-

nir par une action de force, le communisme n'a pas hésité à attaquer l'appareil productif italien au nom d'un populisme syndical qui, s'il pouvait, en un premier temps, satisfaire économiquement les catégories de travailleurs les moins qualifiées, a mis en évidence, au fil des ans, tous ses côtés négatifs; il a notamment provoqué en Italie le phénomène de l'inflation la plus grave qui se soit jamais manifesté dans une nation industrialisée.

Il a porté le rendement du travail italien au niveau le plus bas en Europe, tout en protégeant l'absentéisme, en bloquant la mobilité du travail dans les usines, en niant la juste récompense au professionnalisme à travers un nivellement absurde des rétributions.

Il a fortement incité à travers, entre autres, des manifestations de rues, l'étatisation de certaines activités productives et de services, au point que l'Italie est devenu le pays occidental qui compte le plus grand nombre d'entreprises publiques (de l'Etat ou de la Région) au sein de son économie nationale.

En soustrayant aux entreprises des pourcentages de revenus excessifs, il a retardé leur renouvellement technologique au détriment non seulement de leur capacité concurrentielle sur les marchés internationaux, mais surtout de la création de nouveaux emplois.

Il a poussé l'Italie vers une forme d'Etat d'assistance qui avait déjà nettement échoué dans d'autres pays européens (Royaume-Uni et Suède) disposant, incontestablement, de possibilités économiques bien plus vastes que l'Italie.

C'est ainsi que, de la folie du chômage technique aux retraites de pseudo-invalidité (un citoyen sur dix est un invalide civil à la retraite), l'Etat en prêtant assistance est devenu un pulvérisateur de ressources. Il a ralenti le développement de la société et en a provoqué la stagnation, a accru l'inflation au grand préjudice des retraités, des chômeurs et, en particulier, des jeunes à la recherche d'un premier emploi, bref de toute la catégorie des travailleurs.

## GIORGIO AMENDOLA, UN PROPHETE IGNORE

On a commémoré, le 5 juin dernier, le cinquième anniversaire de la disparition du seul dirigeant communiste italien honnête que j'aie jamais connu.

Sa dimension d'honnêteté, de capacité d'analyse, d'italianité et de foi dans le communisme n'a jamais été mise en discussion, bien qu'il ait été considéré, au sein de son parti, comme un personnage particulièrement gênant à cause de ses tendances démocratico-libérales.

L'analyse précédente, nettement impitoyable, sur l'apport négatif du P.C.I. dans la vie italienne, pourrait conduire à taxer l'auteur de ces lignes d'anticommunisme viscéral et faire donc apparaître comme peu crédibles les éléments sur lesquels se base cette analyse. Nous suggérons donc de lire un écrit d'environ cent cinquante pages qui fait, depuis quelques temps, le tour des rédactions des maisons d'édition à la recherche de quelque éditeur.

Il s'agit du recueil des derniers écrits de Giorgio Amendola qui rassemblent, avec précision, modestie et passion, toutes ses idées sur son parti à cette époque, de ses critiques, aux erreurs, aux suggestions pour le futur du parti proprement dit.

Le numéro de la revue communiste «Rinascita» qui publia l'article d'Amendola intitulé «Disons la vérité aux ouvriers», écrit à l'occasion du «cas Fiat», est du 9 novembre 1979.

Le P.C.I. venait à peine de subir la défaite électorale qui avait marqué la fin de trois ans d'unité nationale. Turin vivait dans le mythe du coup d'épaule final qui puisse faire s'écrouler l'Etat démocratique et la pratique du barrage routier régnait dans cette ville.

En octobre 1979, FIAT procédait au licenciement de 61 ouvriers accusés d'avoir pratiqué, au sein de l'entreprise, des formes de lutte paraterroristes qui en bloquaient l'activité.

Pris au dépourvu, le syndicat des métallos proclama une grève de protestation à outrance. Mais cette grève échoua, après 33 jours, car une masse de quarante mille travailleurs, réunis de leur propre autorité, défila en un cortège silencieux qui franchit les grilles des usines, gardées par des piquets de grève, pour reprendre le travail.

Cet échec sanctionna non seulement la perte de crédibilité du «*mouvement syndical*

*le plus fort du monde»,* mais aussi celle de la crédibilité révolutionnaire du P.C.I. dont le secrétaire de l'époque, Enrico Berlinguer, s'était rendu à Turin pour inciter les ouvriers à occuper les usines FIAT et assurer le soutien de son parti.

Amendola n'était pas le type à faire retomber sur l'adversaire la responsabilité d'une défaite. Il aimait son parti tout comme son pays et se battait pour que la force du P.C.I. devienne effectivement disponible pour le renouvellement de l'Italie.

C'est ainsi qu'il écrivit dans cet article que l'on ne pouvait plus faire vivre le mouvement ouvrier dans la démagogie et le mensonge. Il fallait dire aux travailleurs toute la vérité quant au niveau effectif des salaires, aux effets inflationnistes et niveleurs de l'échelle mobile, à l'absentéisme et au chômage, ainsi qu'à la nécessité de restructurer l'industrie italienne et à la mobilité nécessaire du travail.

Et, pour finir, une critique sur les formes de lutte violente et sur les rapports entre une certaine forme d'idéologisme ouvrier qu'alimentait le parti communiste, et le terrorisme qui affligeait, à cette époque déjà, et qui affligea par la suite les années de plomb en Italie.

Amendola insista encore, dans son article, sur le retour de la démocratie syndicale (que la C.G.I.L., homologue de la C.G.T. française, a complètement oubliée sous la férule de Luciano Lama) contre toute forme d'exaspération corporative et de stimulation au gaspillage et au parasitisme

Amendola tança le groupe dirigeant communiste dans son essai le plus rigoureux et fit appel à l'intelligence rapportée à la réalité des faits.

Cette seconde version d'Amendola était la solution pour éliminer l'anomalie italienne d'un parti communiste détaché, désormais, de la réalité de la société au sein de laquelle il croyait opérer et dans laquelle, par contre, il se débattait, incapable d'en comprendre les besoins présents et les sollicitations vers le futur.

Cet article datant de 1979 et ceux qui le précédèrent sont une documentation essentielle pour comprendre également toutes les erreurs actuelles du P.C.I. qui est revenu à des formes maximalistes et sectaires: de la défaite du 12 mai, que l'on pouvait prévoir, avec l'échec de l'inéluctable *sorpasso*, à la comédie sur le référendum du 9 juin, pour lequel il n'a pas hésité à s'allier avec les fascistes du «Movimento Sociale», à la diaspora syndicale qui s'en suivra et, pour finir, à la désaffectation croissante du pays vis-à-vis de sa bataille politique.

Amendola fut un perdant, politiquement parlant; la mort l'a surpris trop tôt et, dans sa vie, il eut le tort de toujours exprimer ses idées avec une extrême clarté.

A l'occasion du cinquième anniversaire de sa mort, personne ne se souvient de lui, au siège du P.C.I., bien qu'il ait été incontestablement le leader communiste le plus clairvoyant et le plus digne de respect au cours des quarante ans de république.

Il avait, d'après son parti, le défaut d'être trop courageux et sincère et de ne pas savoir faire passer sa foi politique avant son amour pour l'Italie; le P.C.I. n'utilisa donc jamais l'homme tout comme il ne voulut, ni se sut, mettre à profit ses idées qui auraient, d'ailleurs, transformé inévitablement le communisme italien en une sorte de social-démocratie.

## UN PARTI «DIFFERENT»

Partout, dans le monde, où le communisme est arrivé au pouvoir, la démocratie a disparu et, avec elle, la liberté de l'individu.

Le Parti Communiste Italien est, incontestablement, un parti antifasciste (bien que sa convergence avec le Mouvement Social à l'occasion du référendum du 9 juin suscite quelques doutes); mais être antifasciste ne veut absolument pas dire être démocratique et un parti ayant à la base de sa doctrine la dictature du prolétariat, n'a acun titre pour se déclarer démocratique.

Dans la meilleure des hypothèses, nous pourrions donc considérer le P.C.I. comme un *parti différent,* avec lequel aucune force politique démocratique n'est disposée à s'allier pour gouverner le pays. Fort de son organisation imposante et de sa majorité au sein de la C.G.I.L., le P.C.I. conditionne la vie politique italienne, au point que, jusqu'à l'avènement à la présidence du Conseil de Bettino Craxi, la majorité démocratique au gouvernement avait fini par accepter et subir

le principe selon lequel «on ne gouverne pas l'Italie sans le consentement des communistes».

C'est ce qui explique l'influence énorme et disproportionnée qu'a toujours exercée - bien qu'étant une minorité - le communisme sur le déroulement de la vie italienne.

Il est, en outre, absurde que la plus grande force électorale du P.C.I. ne provienne pas des régions du Sud, les plus pauvres et les plus sous-développées d'Italie ou des grandes concentrations industrielles du Piémont et de la Lombardie mais, au contraire, des régions de l'Italie centrale: Ombrie, région économiquement en développement, Toscane, Emilie-Romagne, c'est-à-dire des zones où le bien-être est largement répandu et où le revenu par tête d'habitant dépasse largement la moyenne nationale. C'est un bien-être qui n'est pas influencé par de grandes concentrations individuelles ou de grandes entreprises, mais il est produit par une myriade de moyennes et de petites entreprises, par des activités artisanales hautement spécialisées, par des coopératives et des consortiums, par une agriculture technologiquement avancée qui soutient d'importantes industries alimentaires, par une industrie touristique qui est la première en Europe et, enfin, par une production intellectuelle et artistique qui fait que ces régions sont l'avant-garde italienne.

Le fait que le communisme ait trouvé dans ces régions ce qu'il appelle «Le sabot dur du Parti» et donc à tendance stalinienne, est un non-sens qui ne peut s'expliquer qu'en supposant l'existence d'une équivoque de fond formidable.

Le soi-disant «peuple communiste» de ces régions ne sait absolument pas ce qu'est le communisme dans son application pratique, ni quelles seraient les conséquences, sur sa vie, si le communisme arrivait au pouvoir en Italie.

Je me trouvais, il y a quatre ans, à San Polo d'Enza, un petit centre industriel et agricole situé à quelques kilomètres de Reggio Emilia. Le bien-être était tellement évident et répandu dans ce village qu'on pouvait le respirer.

Ayant à faire avec les représentants d'une industrie moyenne techniquement très spécialisée, je leur demandai quelle était l'orientation politique de la main-d'oeuvre locale.

Ici, tout le monde est communiste et syndicalisé, me fut-il répondu. Mais comment cela est-il possible, avec tout ce bien-être! m'exclamai-je abasourdi.

Mes interlocuteurs, propriétaires de l'entreprise, mais en bleu de travail, me regardèrent avec ironie. Ici tout le monde est prêt à épauler son fusil - me répondit l'un d'entre eux - naturellement pour défendre son bien-être, ajouta-t-il.

Gare même au parti communiste, s'il tentait de le diminuer.

En réalité, le «peuple communiste» est conservateur. C'est peut-être Marx qui leur a donné le bien-être, mais malheur à qui y touche.

Le communisme italien est dans une situation figée; il est incapable de progresser et de se renouveler par manque d'idées. Comme tous les grands organismes - au moment où ils n'arrivent plus à se développer -il commence à décliner et à mourir.

Cette décadence est déjà en cours et l'on peut prévoir qu'elle redimensionnera cette époque de préhistoire politique en l'espace de dix ou douze ans peut-être.

Cela dépendra beaucoup, également, du développement et de la modernisation que le Parti Socialiste Italien saura réaliser et de sa capacité d'éliminer au plus tôt l'aile historique socialo-communiste pour laisser la place à un socialo-libéralisme auquel aspire la société italienne pour continuer son avancée et renforcer son rôle en Europe.

L'époque de l'affrontement entre communistes et démocrates-chrétiens est révolue. Le système du mur contre mur appartient à une période lointaine et qui ne peut se répéter.

Le temps de la lutte des idées est désormais arrivé et il s'est finalement levé, devant le dynosaure communiste, l'adversaire valable pour le combattre: un parti socialiste jeune et en voie de renouvellement.

Lorsque le dynosaure communiste s'en rendra compte, il sera trop tard pour qu'il se transforme en une social-démocratie.

Le monstre verra s'écrouler son «sabot dur» à un pourcentage qui ne dépassera pas 10% et l'équivoque italienne finira par cesser.

La partie la meilleure de sa dépouille se déversera - et il est juste qu'il en soit ainsi - dans les rangs socialistes et les os, c'est-à-

dire la structure stalinienne, se retrouveront dans le musée de figures de cire que le parlementaire Capanna, la nouvelle madame Tussaud, a réalisé en Italie en fondant le parti de Démocratie Prolétaire, dans lequel il rassemble tout les restes sans gloire d'une révolution qui, grâce à Dieu, ne s'est jamais réalisée et qui n'est restée que dans ses rêves de soixante-huitard failli.

*Rome, 5 juin 1985*

R.C.

# *UNE NOUVELLE CULTURE POUR LE CITOYEN EUROPEEN*

*de Sabino d'Acunto*

*Lorsqu'on parle de culture européenne, notre pensée va immédiatement au fractionnisme des cultures nationales, s'il nous est permis d'emprunter ce terme au langage politique. Le discours devient alors difficile, fatigant même, en raison des limites inévitables que comporte le concept de nationalité.*

*Le patrimoine culturel de la Communauté trouve son «ubi consistam» dans la médiation entre les différentes cultures nationales pour que celles-ci donnent vie à celle qui les comprend toutes. Tout d'abord, avant de le sauvegarder et le défendre - comme l'affirmait, à juste titre, M. Francesco Forte qui rappelait, dans ces pages, le prononcé du Parlement Européen en mai 1974 - il faut que ce patrimoine existe et qu'il devienne de plus en plus opérant en dehors de* l'hortus conclusus *des cultures nationales individuelles qui souffrent actuellement d'une crise d'identité. Chaque fois que l'on passe d'un système à un autre, il y a fatalement une crise. Nous sommes au seuil de l'an 2000 et nous demandons, entre autres, quel sera le rôle de l'ordinateur (pris comme symbole du progrès technologique) dans la culture de demain. Pour toute une série de motifs évidents, les cultures nationales ne sont pas encore en mesure de s'identifier dans la réalité future, là où, dans l'hypothèse de l'existence d'une culture européenne ayant des caractéristiques bien déterminées, la crise ne serait plus une crise d'identité mais de croissance, étant donné la diversité - par cohésion, homogénéité et pouvoir de formation - du contexte dans lequel la culture serait engagée à affronter une nouvelle situation.*

*Dans son célèbre essai «Saint Augustin et la fin de la culture ancienne», l'historien Henri Irénée Marrou se propose de vérifier le changement que ce Père de l'Eglise et «homme de lettre de la décadence» réalisa dans*

*l'utilisation des instruments intellectuels de son temps en en mettant en évidence toutes les carences jusqu'au point de se demander si «un oubli au moins partiel, des conquêtes de la civilisation ancienne» pouvait déterminer un changement de perspective, la naissance d'une civilisation nouvelle.*

*Sur le plan pratique, saint Augustin lança, lui-même, un système pour une lecture plus facile d'un livre en en changeant le format: du rouleau au cahier. L'oeuf de Colomb, et pourtant ...*

*Une culture communautaire présuppose, également, une préparation appropriée pour affronter de nouveaux problèmes d'ordre pratique et organisationnel. La rencontre-affrontement entre l'humanisme dont les peuples européens sont imprégnés et les nouvelles techniques de la robotique, de l'informatique et de la télématique, qui sont désormais entrées dans notre vie de relation, est un fait évident. Il y a même de quoi se demander si nous ne vivons déjà pas dans ce post-moderne, dont on parle beaucoup, avec son expérience tout à fait différente de la réalité orientée vers un nihilisme irréversible; dans ce cas, les résidus de nos cultures traditionnelles ne suffiraient certainement pas à vaincre la dissolution redoutée d'un monde au seuil du désastre nucléaire ou écologique.*

*La clé de voûte pour la création d'une nouvelle culture européenne réside dans la volonté de communion et d'unité: communion des cultures nationales et unité de ces dernières avec l'élimination raisonnée de toutes les éventuelles fractures dues plus à un orgueil mal compris qu'aux difficultés possibles d'un syncrétisme transculturel. C'est là l'une des raisons, et certainement pas la dernière, pour laquelle il n'a pas été trouvé de solution pour donner aux citoyens de la nouvelle Europe une seule langue avec la persuasion psychologique non négligeable de comprendre et se faire comprendre sans intermédiaires.*

*Il est temps que les hommes de culture, tout comme les économistes et les politiques, se mettent à l'oeuvre pour créer cette culture unitaire pour l'Europe, dans une vision ouverte et l'enrichir de valeurs sociales, morales et spirituelles qui faciliteront l'intégration réciproque. Cette condition nous paraît essentielle afin de contribuer à la formation du nouveau citoyen européen doté d'une conscience propre considérée comme ordre de valeurs morales de l'individu, mais également et surtout dans le sens latin de connaissance, de conscience de ses propres idées, fruits d'une culture renouvelée, capable de se confronter aves les cultures extrêmes de l'Orient et de l'Occident.*

*Mais pour réaliser tout cela, il faut concilier les nombreuses oppositions dans une synthèse constructive. Dans son livre «Avoir ou être», Erich Fromm écrivait: «La culture de la fin du Moyen Age avait comme centre moteur la vision de la cité de Dieu; la société moderne s'est constituée à partir de la vision de la cité Terrestre du Progrès. Pendant notre siècle, cette vision s'est, cependant, peu à peu détériorée jusqu'au point de se réduire à cette tour de Babel qui risque désormais d'entraîner le monde entier dans sa ruine. Si la cité de Dieu et la cité Terrestre du Progrès constituent la thèse et l'antithèse, une nouvelle synthèse représente la seule alternative au chaos: la synthèse entre le noyau spirituel du monde de la fin du Moyen Age et le développement de la pensée rationnelle et de la science qui s'est produit à partir de la Renaissance. Cette synthèse constitue la nouvelle cité de l'Etre».*

*Tout ceci nous paraît indicatif pour l'assimilation d'une culture européenne.*

*Mais c'est surtout à l'Ecole d'entreprendre cette sorte d'acculturation et non pas uniquement à l'oeuvre des Congrès, des Réunions, des Symposiums, des initiatives qui méritent tout notre respect, mais qui ne font, souvent, que de l'académie pure et simple, avec un gaspillage de temps et d'argent, car on part justement de la supposition, en aucune façon théorique, qu'une culture européenne existe du moment qu'existent les cultures nationales des différents pays, pour se perdre ensuite dans des divagations sur le moyen de les mettre d'accord. Mais il est également du ressort des intellectuels de contribuer avec leurs oeuvres à cette naissance de la nouvelle culture européenne qui est, elle aussi, un investissement pour l'avenir de l'Europe. Et comme tout autre investissement, elle a besoin de certaines règles faute de quoi non seulement il ne sera pas possible d'atteindre les équilibres souhaités, mais on précipitera dans le vide.*

*La survie de la communauté est donc, aussi, une question de culture dans le sens le plus large du terme, au même titre que la question économique et politique et est sans aucun doute l'un des moyens les plus efficaces pour apporter un nouveau souffle au vieux continent constamment en équilibre entre être et ne pas être.*

*S. d'A.*

# La Communauté Européenne et l'Association Européenne de Libre Echange

de Giorgio Vizioli

La Communauté Européenne n'est pas, comme on le sait, la seule forme institutionnelle de coopération internationale existant en Europe. Il a été créé, en effet, après le dernier conflit mondial, outre l'Europe des Douze, trois autres organisations: le Conseil de l'Europe, le CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle), plus connu sous le sigle traditionnel anglais COMECON qui groupe, depuis janvier 1949, l'Union soviétique et neuf autres pays socialistes (Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie, République Démocratique Allemande, Pologne, Bulgarie, Mongolie extérieure, Viet-nâm et Cuba) et l'AELE (Association Européenne de Libre Echange), dont le sigle anglais est EFTA et dont font partie sept pays à économie de marché.

Les membres actuels de l'AELE sont la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Autriche, la Suisse et l'Islande, tandis que le Portugal qui en fait encore formellement partie, s'apprête à adhérer à la CEE.

La Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark ayant adhéré, en 1973, à la CEE, ne font plus partie de l'AELE, alors qu'on les comptait parmi ses fondateurs qui signèrent, le 4 janvier 1960 à Stockholm, l'Acte constitutif de l'Association. La Finlande et l'Islande y adhérèrent en un deuxième temps.

L'histoire de l'AELE est étroitement liée à celle de la Communauté Européenne. A la fin des années 40, alors que ces deux Associations n'avaient pas encore été créées, tous leurs membres actuels avec, en plus, la Turquie, faisaient partie d'une organisation unique, l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Economique). Lorsqu'au cours des années 50, six pays (France, Italie, Allemagne fédérale, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) commencèrent à créer des formes plus accentuées de coopération et d'intégration économique, telles que le MEC, la CECA et l'EURATOM, quelques-uns des pays qui en furent exclus, jugèrent oppor-

tun, à leur tour, de s'associer entre eux pour éviter d'être discriminés outre mesure et d'être pénalisés dans le commerce international.

Contrairement à ce qui s'est passé, et qui se passe encore, pour la CEE, les objectifs de l'AELE n'étaient pas particulièrement ambitieux. Son but se limitait, en effet, à la création effective d'une zone de libre échange pour les produits industriels et à établir des règles de collaboration qui ne mettent absolument pas en discussion la neutralité respective des pays adhérents. Il nous faut rappeler, en effet, que font partie de l'AELE les pays qui - tant en raison de leurs lois nationales (comme la Suède), qu'en raison d'engagements internationaux (comme l'Autriche et la Finlande) - ne peuvent pas adhérer à une alliance de caractère politique quelconque, au point (c'est le cas de la Suisse) même de ne pas faire partie de l'ONU, une organisation politique d'un niveau extrêmement général.

Cette modération dans ses objectifs a permis à l'AELE d'éviter des déceptions et d'atteindre d'excellents résultats dans des délais relativement courts, inférieurs à ceux qui avaient été fixés. En 1966, avec une avance de trois ans par rapport au terme établi, toute barrière douanière au sein de l'organisation et toute forme de contingentement des produits à l'entrée et à la sortie avaient, en effet, été abolies. Douze ans plus tard, une nouvelle série d'accords élimina tous les tarifs douaniers pour les produits industriels provenant des pays de la CEE. C'est ainsi que fut créée une expression devenue célèbre: «un marché de 300 millions de consommateurs».

Parties d'une seule racine, les branches divergentes de la CEE et de l'AELE se sont de nouveau entrelacées, comme il est juste qu'il en soit ainsi. C'est justement en concomitance avec le vingt-cinquième anniversaire de la création de l'AELE, que la Commission de la Communauté européenne a publié à Bruxelles un document de dix-sept pages dans lesquelles les autorités communautaires dressent une liste des possibilités d'une coopération plus intense entre les deux zones de libre échange et confirment l'existence d'une volonté politique visant à renforcer les liens entre les Six de l'AELE (sans le Portugal) et les Douze de la CEE.

Répondant aux craintes exprimées par les représentants de l'AELE quant à la possibilité que le passage du Portugal d'une organisation à une autre ne puisse provoquer un refroidissement dans les rapports réciproques, la relation de la Commission estime qu'il sera possible de créer, à court terme, une communauté technologique commune. Il a, en effet, été envisagé, pour la première fois, la possibilité d'associer les membres de l'AELE aux programmes communautaires dans le domaine scientifique, notamment pour l'informatique et les télécommunications. Ceci implique un saut de qualité par rapport au passé, lorsque les pays de l'AELE ne pouvaient participer qu'à quelques projets isolés. Certains d'entre eux, plus précisément la Suède et la Suisse, ont déjà démontré plusieurs fois un intérêt particulier à l'égard du projet Esprit.

Pour ce qui concerne les autres secteurs d'intervention examinés par le rapport de la Commission, il faut souligner les facilités accordées au trafic de transit, la simplification des normes douanières et de celles qui se réfèrent à la qualité des produits, ainsi que, là où ceci est possible, leur homogénéisation, la libéralisation des échanges de produits agroalimentaires sophistiqués, la protection de l'environnement.

Au cours d'une réunion qui s'est déroulé à Vienne, les 9 et 10 mai dernier et à laquelle participèrent les ministres des Affaires étrangères de l'AELE et le président de la Commission CEE, Jacques Delors, il a été décidé, en outre, d'organiser, d'ici la fin de l'été prochain, une réunion plénière des membres des deux organisations pour étudier et approfondir de nouvelles formes de coopération dans le secteur commercial. «Il faut comprendre» - a déclaré, à cette occasion, M. Delors - «l'importance de la création d'un espace économique commun, un projet qui doit se développer parallèlement à la création de rapports privilégiés entre les deux Communautés».

C'est surtout le défi technologique provenant d'au-delà l'Océan qui stimule les pays européens à la coopération: il est nécessaire, en effet, de répondre unanimement et collectivement au plan de recherches américain, pour réaliser cette amélioration qualitative, faute de quoi, l'Europe ne pourra pas - comme il a été affirmé - se présenter ponctuelle-

ment à ce que Jacques Delors a défini «le rendez-vous avec l'histoire».

Bien qu'il ne soit pas possible d'aller au-delà d'une collaboration limitée entre les Six et les Douze et qu'il soit objectivement très difficile d'arriver à une forme quelconque de fusion, ne serait-ce que partielle, entre les deux organisations (même si l'élargissement récent de la CEE aux deux pays ibériques peut constituer un excellent banc d'essai dans cette direction), il faut souligner le climat positif, optimiste et animé par l'esprit européiste le plus profond qui caractérise les rapports actuels entre la CEE et l'AELE.

G. V.

# L'ELARGISSEMENT DE LA C.E.E. DANS LA PRESSE EUROPEENNE

## L'EXPRESS

### EUROPE: L'IRRESISTIBLE ELARGISSEMENT

par Olivier Wormser

Quoiqu'il soit clair que la C.e.e. s'affaiblit chaque fois qu'elle s'élargit, comment expliquer que, après s'être contentés longtemps d'être six et d'avoir assez bien réussi dans cette formation restreinte, les Six, en moins de quinze ans, soient devenus douze?

Robert Schuman, en 1950, avait sélectionné six Etats parce qu'ils possédaient des charbonnages et des aciéries, parce qu'ils formaient un tout pas trop disparate et surtout parce que ce cadre à six devait permettre à la France et à l'Allemagne de se tourner vers l'avenir et de travailler ensemble sans discrimination. Deux problèmes essentiels cependant avaient rapidement divisé les Six.

1. Dans leurs relations intracommunautaires, celui de la fixation du prix du blé. Les Allemands imposèrent leurs vues, et les prix trop élevés du blé devaient entraîner un développement excessif de la production agricole. 2. Dans leurs relations avec les pays

tiers, les Six se divisèrent sur le degré de protection que la Communauté devait conserver, certains pays souhaitant qu'elle fût quasi nulle, d'autres voulant éliminer le problème en admettant de nouveaux Etats comme membres.

Le général de Gaulle avait bien compris que l'élargissement serait néfaste. Lui disparu, on le sait, Georges Pompidou et Jean Monnet se persuadèrent qu'une Europe sans la Grande-Bretagne serait dominée par l'Allemagne. Alors qu'il aurait été plus exact de dire qu'une Europe comprenant le Royaume-Uni et sa clientèle directe était appelée à se perdre dans des controverses et à ne rien faire d'autre que de débattre les conditions d'admission, puis de les réviser. Les arguments, si l'on peut les appeler ainsi, dont on s'est servi pour convaincre les Français qu'il fallait admettre le Portugal et l'Espagne ne sont guère meilleurs: il s'agissait de rééquilibrer la C.e.e., trop influencée par les intérêts des pays nordiques, en renforçant l'Europe méridionale. Tout cela était si bien pensé qu'aujourd'hui on constate que les sacrifices vont être demandés à la France, alors que la R.F.A. et la Grande-Bretagne, pour qui l'opinion ibérique nourrit des sentiments moins malveillants qu'à notre égard, gagnent plus à l'adhésion qu'elles n'y perdent, du moins sur le plan commercial.

En vérité, ceux qui voulurent rester à six étaient, même en France, fort peu nombreux et ils avaient les traités contre eux, puisque tout Etat européen peut devenir membre de la Communauté. Sans doute, l'élargissement devait ralentir la marche de la Communauté, mais une Europe élargie à Londres, Copenhague, Dublin, Athènes, Madrid et Lisbonne n'aurait-elle pas eu la possibilité de mieux faire valoir ses intérêts politiques dans le monde? Si la C.e.e. élargie avait été réellement unie, la proposition aurait contenu une part de vérité. On sait ce qu'il en est. L'Europe est plongée, pour les questions économiques et techniques, dans un contentieux permanent et portant sur des affaires secondaires. Affaires que deux sous de bonne foi permettraient dans la plupart des cas de résoudre à l'amiable. Chaque fois que ses membres signent un accord entre eux, ils le font dans l'équivoque, et sachant bien que les textes arrêtés reportent les difficultés dans l'avenir et donneront lieu à litige. La bureaucratie à Bruxelles ne croit plus à elle-même.

Seul un miracle pourrait sauver la Communauté économique européenne.

Quant à l'Europe politique, en qui oserait dresser un bilan positif sans rire? Aucun de ses membres, s'il y songeait, n'est capable de s'en tenir pendant quinze jours à une position qui ne soit, peu ou prou, celle des Etats-Unis.

Après la guerre, l'Espagne de Franco avait été mise à l'index. Le Portugal de Salazar n'avait point subi en juin 1948 pareil ostracisme. Salazar et Franco disparus, était-il possible de contester à l'Espagne et au Portugal le caractère d'un Etat démocratique?

S'il n'y avait pas d'inconvénients à admettre le Danemark, timide membre de l'Otan, faire entrer l'Irlande dans la Communauté en même temps que la Grande-Bretagne, sous prétexte que les économies de ces pays étaient imbriquées, c'était introduire dans un ensemble où les forces centrifuges dominaient un nouvel élément de division, à savoir un Etat neutre.

Le même raisonnement a prévalu pour la Grèce. Déjà ancrée à la C.e.e. (art. 237) dans les tout débuts sous prétexte qu'elle était un Etat méditerranéen, la Grèce, qui avait donc un pied dans la porte, fut admise, une fois chassés les Colonels, sans tenir le moindre compte qu'il est toujours malaisé d'obtenir l'exécution d'un engagement pris pas Athènes, où le recours au chantage est vraiment trop fréquent.

Reste la question de l'admission du Royaume-Uni, c'est-à-dire l'ouverture sur l'Atlantique. Les Pays-Bas la désiraient ardemment. Pour la R.F.A., où de grands intérêts économiques y auraient trouvé avan-

tage, le problème était politique. Pouvait-elle s'associer longtemps à une sorte de blocus continental contre l'un des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale qui entretenait chez elle, pour la protéger, une armée importante et qui était puissance occupante à Berlin? Soumise à une propagande selon laquelle le Royaume-Uni, si ses marchandises payaient le tarif commun extérieur, verrait son commerce avec l'Europe péricliter, comment la R.F.A. n'aurait-elle pas cédé, elle aussi, aux appels de Londres, alors même que Paris, à son tour, songeait à changer de politique.

Et c'est ainsi que l'on se retrouve à douze avec tous les inconvénients qu'il y à être aussi nombreux.

La leçon à tirer est que les systèmes discriminatoires sont fragiles et éphémères. Les Etats-Unis sont les adversaires déclarés de la Politique agricole commune. Les alliances politiques de 1949 ayant été conclues, il était contradictoire de bâtir, sur le plan économique, une construction qui discriminait en fait le seul grand allié (Etats-Unis) et le futur grand rival économique (Japon). Déjà à six la C.e.e. était une formation trop forte pour être tolérée, trop faible politiquement pour s'imposer.

Aucune des réformes dont on parle, aujourd'hui, sérieusement ou non, ne sont de nature à changer la situation. La C.e.e. était devenue une petite Onu européenne à dix où l'on parlait à perte de vue de sujets secondaires ou dérisoires et non pas de questions vitales; on n'y accomplissait aucune action notable. Pourra-t-on la ranimer? On n'y réussira certainement pas en prenant des attitudes théâtrales.

(«l'Express», France 12.4.1985)

# EL PAIS

## ALELUYA POR EUROPA

Juan Luis Cebrián

A pesar de que el Tratato de Roma tiene más de un cuarto de siglo de existencia, la construcción de Europa se encuentra apenas en sus comienzos. Las razones son fáciles de entender: deshacer una historia de siglos recorrida de nacionalismos, guerras, divisiones y luchas en la búsqueda de una Europa distinta no es sencillo. Se oponen a ello no sólo los egoísmos particulares, las burocracias autóctonas y los prejuicios intelectuales. Fronteras largamente establecidas, fruto del militarismo triunfante, una Babel de lenguas y un sinfín de presiones exteriores contribuyen a deformar el proyecto y a acomodarlo a su proprio interés. Pero 25 años, si bien se mira, no es nada en la historia del continente. Y la incorporación de la Península Ibérica, España y Portugal, a las Comunidades no llega tan tarde como los pesimistas pretenden.

Algunos se preguntan por qué ese echar las campanas al vuelo de la clase política y gran parte de los medios de comunicación después del acuerdo de Bruselas. Suscitan dudas sobre las condiciones de integración -que en parte todavía desconocemos, pero que son duda no han de ser las mejores pensables - y argumentan razonadamente que el primer inpacto de la adhesión en la economía doméstica de nuestro país va a suponer desesperanzas y perplejidades: viviremos un par de años duros, obligados a reconvertir industrias, a reformar explotaciones agrícolas, a pagar mayores impuestos y a desarrollar más inteligencia y capacidad de trabajo frente a la competencia foránea. Todo ello es verdad, sin género de dudas, y sería peligroso repetir con Europa los mismos espejismos que se crearon con la democracia: la solución a nuestros problemas

no puede venir de fórmulas mágicas, y nuestra integración europea no busca en realidad ser una solución a nada, sino incorporarse a un proyecto de unidad, aunque lejano, nada utópico. Y en el caso español es de especial trascendencia, ya que objetiva la ruptura del aislamiento tradicional de nuestro país, que arrastramos desde las guerras de religión.

Merece la pena subrayar estas peculiaridades: La España que ahora entra en Europa es uno de los Estados continentales con mayor antigüedad unitaria; sus fronteras peninsulares han permanecido inmóviles durante siglos y su imperio colonial se liquidó de hecho mucho antes que el de la mayoría de las potencias vecinas. Pero la historia de España ha sido la de su aislamiento de Europa, su desencuentro y desentendimiento con las culturas, las formas políticas, los hábitos sociales y las actitudes religiosas del otro lado de los Pirineos. Dejar por eso de calificar de histórico un acuerdo como el de la mandrugada del pasado viernes sería una tacañería intelectual absurda.

Hay una tendencia, de la que participo, a sospechar que los sueños de la construcción europea corren peligro de perecer a manos de las superpotencias nucleares y de intereses económicos a corto término. En realidad, el Tratado de Helsinki consagró con las firmas de todos los Estados del continente una división de fronteras fruto de la II Guerra Mundial, que tiende a consolidar la fractura de Europa producida tras la ocupación de las tropas soviéticas en el Este. Rumanía, Hungría, Checoslovaquia, Polonia son países que pertenecen por propia historia y naturaleza a cualquier pensamiento o ideación de Europa, tando o más que el nuestro. Pero la geopolítica y la fuerza pugnan por amputarles de esa identidad común que Europa constituye. La división de Alemania sigue siendo además un testigo incómodo de cuán lejos estamos los europeos de ser dueños de nuestros propios destiños.

Cualquier proyecto de unidad de Europa necesita converger en una serie de esfuerzos que faciliten la creación no sólo de estructuras políticas y económicas comunes, sino también de una identidad sociocultural sobre la que basarse. En el aspecto estrictamente institucional, Europa ha dado algunos pasos menores hacia su unidad con la creación del Parlamento Europeo, el funcionamiento creciente de la Comisión y los Consejos de Ministros o la multiplicidad de *cumbres* entre jefes de Gobierno. Pero es en el terreno militar, que al menos teóricamente sigue siendo una continuación del político, donde los progresos de integración en torno a la OTAN y al amparo del poder nuclear americano se han hecho más patentes. Los intentos de algunos negociadores españoles de sugerir que la cuestión de la OTAN y las Comunidades eran completamente diferentes o apenas tenían que ver entre sí no se compadecen para nada con la realidad. La defensa del territorio europeo que la Comunidad define está encomendada de manera casi exclusiva al complejo militar atlantista, es dependiente de la política disuasoria de la OTAN y se ha visto impactada de forma directa en el pasado más reciente por dos hechos de singular importancia: el despliegue de los euromisiles americanos como respuesta a los SS-20 soviéticos, y que escapan al control de los Gobiernos donde han sido instalados; y las propuestas del nuevo sistema defensivo espacial de Reagan, conocido como *guerra de las galaxias*, que tiende paradójicamente a hacer inservibles la actual acumulación de armas nucleares en el continente y el propio concepto de *destrucción mutua garantizada* sobre el que se ha sostenido la no beligerancia entre los bloques desde el final de la II Guerra Mundial. La pérdida de soberanía objetiva de Europa - a un lado y al otro del un día llamado telón de acero -frente a la detentación del poder nuclear tiene su representación más evidente en el escenario de Ginebra, donde las dos superpotencias discuten de la seguridad del continente al margen de quienes lo habitan. Y también en los fracasos repetidos de la Conferencia Europea sobre Seguridad, cuyo único resultado constatable hasta la fecha es el de la consolidación de fronteras antes reseñada. Cualquier suposición de que estas cuestiones son ajenas o distantes al propio proyecto de construcción de una Europa unida es del todo gratuita.

En el terreno económico, la integración de lo que el año que viene será la *Europa de los doce* comenzó a partir de acuerdos sobre

el acero y el carbón para extenderse después a la agricultura y las finanzas. Frente a las aseveraciones peyorativas de que la *Europa de los diez* no nos interesa por ser la *de los mercaderes*, es preciso que la opinión pública española aprenda a valorar los logros que para el progreso de la humanidad supuso el libre comercio, independientemente de que se critiquen sus excesos y se abomine del colonialismo. La Europa comunitaria padece, por lo demás, todavía de innumerables enfermedades proteccionistas en cada uno de sud Estados. Y la creación de una rígida burocracia supranacional, con la aparición de centros de poder de nuevo cuño, amenaza con ahogar a la CEE entre las manos de los funcionarios. Mientras, asistimos al vertiginoso desarrollo de las tecnologías de punta en las que Europa corre serio peligro de perder la carrera con Estados Unidos y Japón.

Pero es probablemente, como señala María Antonieta Machiocci, la dimisión de los intelectuales frente al concepto de una Europa unida lo que más riesgos comporta a la hora de hacer posible un proyecto europeo autonómo, capaz de romper el creciente bipolarismo mundial. Los europeos tendemos a vernos como una multiplicidad de culturas dialécticamente encontradas, y sólo desde fuera - América, el Tercer Mundo - somos reconocibles como un todo cultural y geopolítico. La resistencia a descubrir en nuestro sistema cultural y de civilización -oriundo de Grecia y cristalizado en el Sacro Imperio Romano Germánico - un ámbito homogéneo de pensamiento e ideación; el aferramiento de los intelectuales progresistas a esquemas de una ortodoxia marxista de la que abominaría el propio Marx; las dificultades de comunicación que la diversidad de lenguas comporta y el recuerdo ensoñador de los antiguos imperios coloniales ya desaparecidos, contribuyen a una disgregación de los esfuerzos. Sorprende que un continente que durante siglos ha acostumbrado a mirarse a sí mismo como el centro de todo lo que sucedía, se vea sometido a una invasión de industrias culturales foráneas que desfiguran la identidad, las formas de vida, los valores y las creencias sobre las que ingenuamente seguimos creyendo se basa la civilización occidental. La recuperación del *espacio cultural europeo*, con atención expresa a los nuevos sistemas de comunicación de masas y a los medios audiovisuales, es una tarea urgente de los intelectuales de Europa. No ha existido en la historia de la humanidad un solo proyecto de convivencia, una sola empresa política o económica que no haya sido imaginada, estimulada y enriquecida por un movimiento intelectual coherente y sólido. No es por eso una apelación rétorica ni un fácil recurso dialéctico la atribución a España de un papel razonable y enjundioso en la construcción de esa Europa de la cultura y de la ciencia, prácticamente por alumbrar.

Estas son algunas meditaciones que me parecía debían hacerse al hilo del final de las negociaciones de Bruselas entre la Comunidad y nuestro país. La concreción de las discusiones, con toda justeza, en torno a los volúmenes de producción de vino o a las licencias de pesca y especies capturables no puede hacer perder de vista los aspectos, quizá más difusos pero desde luego más relevantes, que alientan en el proyecto comunitario. El encuantro con Europa como espacio vital no sólo supondrá a medio plazo un ensanchamiento de nuestros mercados y un cambio en nuestro hábitos de consumo, de alimentación o de trabajo. Es, sobre todo, el descubrimiento de un espacio mental e ideológico todavía novedoso para nosotros en el que palabras solicitadas secularmente por los intelectuales españoles - tolerancia, libertad y derechos - poseen un arraigo del que inevitable y felizmente nos beneficiaremos.

Todo eso explica el alborozo registrado, que para nada empece cualquier escéptica reflexión sobre los problemas que Europa, y España como parte de Europa, encaran en la actualidad.

Le Monde

# UNE LEÇON D'ESPERANCE

On disait l'Europe malade, empêtrée dans ses contradictions, paralysée par ses conflits d'intérêts, croulant sous ses propres excédents et pourtant au bord de l'asphyxie budgétaire. Et, certes, la CEE n'offrait pas ces dernières années le spectacle exaltant dont avaient rêvé ses pères fondateurs, les Monnet, les Spaak, les Schuman des années 50, même si la réalité du travail accompli depuis la signature du traité de Rome était considérable.

Doit-on soudain, à l'inverse, imaginer résolus tous les problèmes et verser avec un égal entrain du pessimisme le plus noir à l'optimisme béat parce que les Dix se sont mis d'accord pour devenir les Douze? Ce serait certainement aller trop vite et trop loin. Bien des questions liées à l'élargissement de la Communauté demeurent encore sans réponse. En tout cas sans réponse satisfaisante pour des catégories professionnelles, sociales ou régionales dont les intérêts ne sont pas négligeables ni toutes les inquiétudes infondées.

Comment, pourtant, ne pas être frappé de la leçon d'espérance que les Européens viennent d'administrer? Il n'est guère, dans le monde actuel, d'autres communautés géopolitiques qui puissent se flatter de recevoir de telles candidatures, présentées et examinées en toute souveraineté. Cette CEE, pour laquelle, naguère encore, certains n'avaient pas de sarcasmes assez durs et qui a cessé depuis longtemps de se cantonner dans l'économie, est suffisamment attrayante pour que deux jeunes démocraties affrontent victorieusement la course d'obstacles qui aura précédé leur adhésion. Ceux qui étaient déjà dans la place, de leur côté, ont eu assez de jugement politique pour mesurer que les difficultés économiques ainsi créées, si préoccupantes qu'elles fussent, ne pouvaient contrebalancer l'essentiel: cette démarche volontariste, souvent cahotante, mais tout de même pleine de promesses, vers l'unité du Vieux Continent.

Importante pour la CEE, l'adhésion de Madrid et de Lisbonne l'est aussi, naturellement, pour le Portugal et pour l'Espagne. Il aura fallu à peine plus d'une décennie à l'un de ces pays, et moins encore à l'autre, pour passer d'un despotisme vieillisant à l'âge des démocraties industrialisées. Que la Communauté Européenne en ait constitué l'un des moteurs n'est pas son moindre sujet de satisfaction.

L'élargissement de la CEE vient en outre renforcer la cohésion du camp occidental tout entier - et les Américains seraient sans doute bien avisés d'en tenir compte dans leurs rapports économiques et monétaires avec les Européens. Entre autres choses, il réduit le risque d'un référendum négatif sur l'OTAN en Espagne, et tend à faire peu à peu coïncider les limites européennes de l'alliance atlantique avec celles de la Communauté.

Sans doute le débat sur l'adhésion espagnole et portugaise n'est-il pas clos, puisqu'il restera à faire ratifier l'accord chez chacun des Dix. Quant à la préparation d'une conférence intergouvernementale sur l'union européenne, on peut prévoir qu'elle ne sera pas, elle non plus, exempte de controverses. Mais sur une route où ne manquèrent ni ne manqueront les embûches, les virages dangereux et les découragements, l'histoire retiendra peut-être que les Européens se sont à nouveau engagés ce vendredi 29 mars 1985 d'un coeur plus résolu.

(«Le Monde», 30 mars 1985)

# FINANCIAL TIMES

## THE CHALLENGE OF EEC ENLARGEMENT

The conclusion of the European Community's membership negotiations with Spain and Portugal must be welcomed, because in the end there was and is no alternative to what is probably the final enlargement of the EEC.

But any truthful assessment of this landmark is bound to be a *bouquet garni* of conflicting judgments in which relief and hope are mixed with regret and anxiety. Perhaps the decisive judgment is that the Ten have very little time left for ensuring that this enlargement does not prove an anachronistic brake on the Community's forward-looking development.

Many years ago, member states explicitly welcomed the applications of the new Iberian democracies on political grounds. When they belatedly considered the practical consequences their enthusiasms wilted; hence the interminable negotiations and the toughness of the terms of entry.

### *Political virtue*

The paradox is that the political arguments were directed at the need to endorse democracy in Spain and Portugal, as if the Community was in the business of conferring prizes for political virtue. It was less often asked whether the admission of two new members was likely to make a positive contribution to the political strengthening of the Community itself.

It is only recently that this question has acquired real saliency; because it is only recently that a majority of the member states have started to show real interest in giving the European enterprise a new political and economic shove forward. There is bound to be tension between the demands of the more dynamic communities and the teething problems of new members.

There are four main problems. This enlargement will tend to reinforce once more the undesirable strength of the agricultural lobby: the rigour of the entry terms risks promoting demands for yet another distracting renegotiation as happened with Britain and Greece; the relative poverty of the new members will exacerbate tensions of economic divergence, and the enlarged membership can only add to the difficulties of decision-making.

### *Compensations*

These predictable difficulties should be offset by some compensations. Many member states now believe that defence and security need to be additional dimensions of the European enterprise; the entry agreement should make it easier for Spain to stay inside Nato, while Portugal has already shown interest in joining the seven-nation Western European Union Defence Grouping. Spain and Portugal will not necessarily be as reticent about the political dimensions of Europe as Greece, Denmark, Ireland or even Britain.

Nevertheless, it is essential that the community establish the thrust of its revitalisation before the arrival of the problems of enlargement; there is very little time before next January. This means that the Ten must urgently agree both on a plausible programme of action for closer political and economic integration, and on the institutional reforms which would make it attainable. The top priorities are to adopt majority voting, or majority action, as the norm; and to intensify co-operation at the political level, starting with security, defence and disarmament.

These priorities impose particular responsibility on France and Germany, for not emphasising Euro-babble at the expense of practical politics; and on Britain for not resisting attainable political progress on illusory grounds of national sovereignty or for reasons of smug scepticism.

(Extract by Financial Times, 1st april 1985).

The Economist

# NOW IT IS TWELVE

## The EEC can live with its latest enlargement - so long as its farmers don't get finally out of control

The EEC gets good news so rarely that it should not be grudged an apparent success. Even though it took eight years of arguing to do it, applaud the fact that the Ten agreed in Brussels last weekend on the terms by which Spain and Portugal will next January make the common market into the Twelve. For those two newish democracies, long cut off from the rest of Europe, this is an undoubted triumph. Most people in Spain and Portugal, whether they see membership of the community as an economic boon or challenge, correctly reckon that it is a political anchor which will help to save them slipping back to the dictatorial past. Whether it is equally good news for Europhiles dreaming of Euro-unity is another matter.

A dozen is the right number for signs of the zodiac, juries and wine by the case. Is it too big for a group of countries all tinglingly conscious of the differences between them, and of a long history of rivalry and conflict? The answer is that a community of 12 can probably do as well as a community of 10, but not without some big improvements in the way it works.

*It's a convoy, and it will be slower.*

The first problem is the new weight imposed on the community's farm policy. If Norway and Sweden were the new entrants, they would not add much to the problem. Spain and Portugal will. One Spaniard in six still works on the land, one Portuguese in four. Neither country will fully join the oversubsidised, surplus-engendering common agricultural policy for eight to 10 years. But the community would be making a huge mistake to think that this puts off the pressure for reform. The time for change is now, before Spain and Portugal begin adding to the ECC's wasted stockpiles of rotting food. Under its new president, Mr Jacques Delors, the commission is proposing a stiff farm price-character» talk of a new southern or Latin axis in the EEC. The community is bound to be a many-speed affair, just as it is a patch-up of interest-group coalitions cutting across national boundaries. The original six-country community, built around the special relation ship between France and West Germany, might consetting this year that Europe's farmers will not like. Mr Delors deserves help in fighting the farmers off, perhaps almost literally.

The other problem caused by the addition of two new members is simply that it will be even more difficult to get agreement from 12 governments that are jealous of their national interests than to get agreement from 10. A way has yet to be found of making sure that the community can move faster than its most recalcitrant members want it to.

One obvious solution, it might seem, is majority voting in the council of ministers.

Several members are now calling for a new commitment to this. A big pinch of scepticism is in order. The Rome treaty already calls for majority voting on most ordinary issues. But actually taking decisions in this way would mean a loss of national sovereignty which no EEC government is yet ready to accept, even those that mouth Europieties. Every country stands ready to use a veto when its interests - and they need not be vital ones - are at stake. So in fact the council of ministers seldom votes at all.

The test of any real improvement is not the wording of a new declaration on majority voting, but whether business in the council of ministers is actually handled with more dispatch. The best way to speed things up is to get clear guidance from the heads of government at the summit, followed by firm chairmanship in council meetings. Even asking for that is asking a lot. In practice, the addition of two new members probably means that there will have to be even more special arrangements and national exceptions if the EEC machinery is not to seize up. If that is the price of holding the community together, so be it.

Some people worry about the creation of a two-speed community. This is as foolish as the quaint «ethnic ceivably have developed into the monolithic «Europe» the idealists long for; though it would not really have been Europe. Once that number was exceeded, flexibility and imprecision became inevitable. Twelve is not seriously worse than Ten for the Europe that reality has created.

(The Economist - Great Britain - 6.4.1985)

---

## ABONNEMENTS

| *Italie:* | | | *Pays extra-européens:* | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ordinaire | lires | 10000 | ordinaire | USA$ | 15 |
| de soutien | lires | 30000 | de soutien | USA$ | 40 |

*Autres pays européens:*

| | | | |
|---|---|---|---|
| ordinaire | ff. | 120 | (ou contre-valeur dans une autre |
| de soutien | ff. | 250 | monnaie européenne - ou dollars) |

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1984. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.

MOSCOU - 9 Octobre 1944

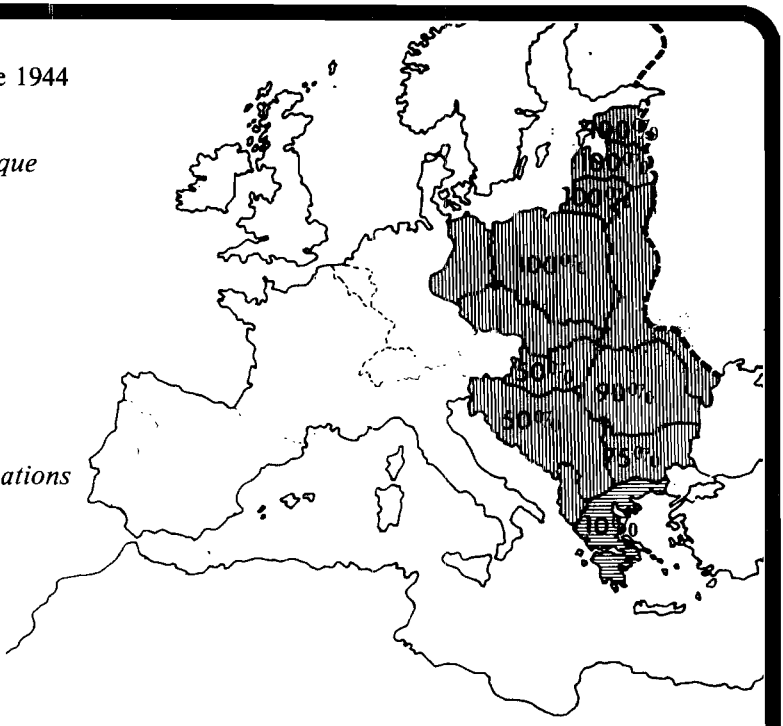
*Churchill*
*cède à l'Union soviétique*
*l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du*
*partage de l'Europe*
*en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations*
*réconnaît le statu quo*
*créé à Yalta*




«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

SOMMAIRE


*Roberto Cestelli:* L'anomalie du système politique italien 1
*Sabino d'Acunto:* Une nouvelle culture pour le citoyen européen 7
*Giorgio Vizioli:* La Communauté Européenne et l'Association Européenne de Libre Echange 9
*L'Express:* Europe - l'irrésistible élargissement par Olivier Wormser 11
*El Pais:* Aleluya por Europa - Juan Luis Cebrián 13
*Le Monde:* Une leçon d'espérance 16
*Financial Times:* The challenge of ECC enlargement 17
*The Economist:* Now it is twelve 18



*Bulletin Européen*
Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione: Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del 15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11